

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 13/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société des CEMENTS CALCIA

Usine de Beaucaire – Route de Bellegarde – BP 130
30300 BEAUCAIRE

Références : 05 62 30 27 48

Code AIOT : 0006600453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement Société des CEMENTS CALCIA implanté Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des CEMENTS CALCIA
- Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Calcia de Beaucaire est une cimenterie. Elle est identifiée comme installation PN (prioritaire

national) et fait l'objet, dans ce cadre, d'une inspection annuelle du site vis à vis de la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques canalisés, mesure en continu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 8	Sans objet
5	Dispositifs de mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.6.2.	Sans objet
11	Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.3.	Sans objet
14	Quotas CO2	Règlement européen du 19/12/2018, article 43.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.2.	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.5	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.1.	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.2.	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.3.	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.4.	Sans objet
10	Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 5	Sans objet
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.7.2.	Sans objet
13	Quotas CO2	Règlement européen du 19/12/2018, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les référentiels réglementaires de cette inspection ont été :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2017
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mai 2020
- le règlement européen modifié sur la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, du 19 décembre 2018.

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 3 faits non conformes en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2017,
- 1 fait non conforme en lien avec les prescriptions du règlement européen relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.
- 9 faits sans suite en lien avec les prescriptions des arrêtés préfectoraux et règlement européen du référentiel réglementaire mentionné ci-dessus

Des justificatifs de conformité sont attendus sous 15 jours.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu (autosurveillance)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit réaliser la mesure en continu, dans les gaz de combustion en provenance du four, des substances suivantes :</p> <p>poussières totales</p> <p>substances organiques, à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT)</p> <p>chlorure d'hydrogène</p> <p>dioxyde de soufre</p> <p>oxydes d'azote</p> <p>ammoniac, en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés</p> <p>monoxyde de carbone</p> <p>Il doit également mesurer en continu l'oxygène dans les gaz de combustion du four. [...] Pour les cheminées du refroidisseur, les mesures en continu porteront sur les poussières totales et le débit [...]</p>
<p>Constats : La consultation des certificats d'assurance qualité des appareils de mesure en continu , ainsi que la vision en salle de contrôle et sur le terrain des résultats des mesures des rejets du four, montrent que ces paramètres sont effectivement mesurés en continu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques par organisme agréé
Prescription contrôlée : Pour la cheminée du four, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe : au moins deux mesures à l'émission par an des paramètres mesurés en continu et du fluorure d'hydrogène [...] L'exploitant doit faire réaliser par un organisme tel que spécifié précédemment, au moins 4 mesures par an, du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni +V) des dioxines et furannes et du benzène. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme [...] Pour la cheminée du refroidisseur, l'exploitant doit faire procéder par un organisme tel que spécifié précédemment, au moins semestriellement, à une mesure du débit et de concentration en poussières sur les émissions gazeuses.
Constats : La consultation des rapports de contrôle (four et refroidisseur) de l'organisme agréé (SOCOTEC), intervenant régulièrement, sur l'année 2022 montre que ces fréquences réglementaires sont respectées. Cet organisme est bien agréé pour le prélèvement des polluants concernés. À noter toutefois que les rapports précisent que les analyses sont sous-traitées à un autre organisme, sans mentionner quelle agence de cet organisme réalise les analyses. Comme évoqué le jour de l'inspection, l'exploitant doit s'assurer que la sous-traitance est effectuée par des organismes agréés pour l'analyse des polluants concernés. Il apparaît utile que les rapports précisent bien quelle agence réalise les analyses. Un délai est accordé à l'exploitant pour justifier que les analyses sont bien réalisées par un organisme agréé à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de traitement
Prescription contrôlée : [...] La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de co-incinération ou de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites [...] (concentrations en moyenne sur 1/2 heure) ne peut excéder 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu [...] montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère, en moyenne sur une demi-heure est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures. [...] Les valeurs limites des rejets sont exprimées dans les conditions normalisées de température et de pression, c'est-à-dire 273° K et 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 10 % sur gaz secs [...]
Constats : La consultation de la procédure de conduite du four et de maîtrise des rejets atmosphériques (datée du 4 mars 2023) montre que l'ensemble de ces critères est intégralement repris. Par sondage, le courrier exploitant de transmission d'autosurveillance du 4ème trimestre 2022, montre le suivi mensuel de la durée d'indisponibilité des systèmes de traitement suivant : électrofiltre refroidisseur + traitement des NOx (injection urée). Par sondage, un rapport d'analyse de 2021 de manches filtrantes a été consulté. Ce rapport invitait l'exploitant à suivre de près l'évolution des rejets de poussière du filtre, quand bien même l'état des manches après 6 années de fonctionnement était qualifié de bon. Le rapport faisait en effet mention d'une inquiétude au niveau de la pénétration profonde des fines dans le volume du feutre des manches. Pour autant, l'exploitant n'a finalisé le remplacement de l'ensemble des 4680 manches du filtre du four qu'au premier trimestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs
Prescription contrôlée : Le temps cumulé de la durée maximale des arrêts, dérèglements, défaillances techniques ou d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu ne peut excéder 60 heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder 10 heures sans interruption.
Constats : Ce critère des 60 heures a été dépassé en 2022 pour trois équipements : l'analyseur COV et les deux analyseurs OPSYS (IR et UV). L'exploitant a fourni des explications sur ces dépassements, conséquences de diverses pannes (visant même un analyseur de location). Toutefois, une erreur de manipulation dans le logiciel informatique pour les journées des 4 et 5 novembre a rendu indisponibles les analyseurs sur une durée consécutive de 37 h. Dans le principe d'amélioration continue, pour éviter que les mêmes causes produisent les mêmes effets, l'exploitant est invité à mettre en œuvre un système (alarme par exemple) permettant d'optimiser son délai de réaction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions en concentration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les teneurs en polluants des émissions gazeuses en provenance du four doivent respecter les valeurs limite suivantes (teneur en O₂ de 10%) :</p> <p>[...] valeurs limites à la cheminée du four [...] en mg/Nm³ :</p> <p>Poussières totales : 20 (moyenne journalière)</p> <p>Chlorure d'hydrogène : 10 (moyenne journalière)</p> <p>Fluorure d'hydrogène : 1 (moyenne journalière en cas de mesure en continue ou moyenne obtenue sur la période d'échantillonnage en cas de mesures ponctuelles)</p> <p>Oxydes d'azote : 500 (moyenne journalière)</p> <p>Dioxyde de soufre : 50 (moyenne journalière)</p> <p>COT : 30 (moyenne journalière)</p> <p>Ammoniac : 30 (moyenne journalière)</p> <p>Métaux :</p> <p>Cd + Tl : 0,05</p> <p>Hg : 0,05</p> <p>Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V : 0,5</p> <p>dioxines et furannes : 0,05 ng/Nm³ [...]</p> <p>Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de 8 heures au maximum [...]</p> <p>Pour les mesures ponctuelles, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures [...]</p>
<p>Constats : La consultation des rapports 2022 de l'organisme agréé montre que la concentration de l'ensemble des paramètres est mesurée dans les conditions de référence réglementaires et que les valeurs limites sont respectées.</p> <p>La consultation des bilans trimestriels d'autosurveillance (T3 et T4 de 2022, janvier jusqu'à mi-février 2023) montre le respect global des valeurs limite en concentration. Des dépassements sont relevés, conséquences de pannes mécaniques et d'intervention pour réparation, de maintenance ou d'étalonnage équipements. S'agissant des poussières issues du four, la situation sur 2022 est néanmoins dégradée par rapport à celle de 2021.</p> <p>La consultation des rapports de mesure par organisme agréé montre la conformité des mesures réalisées, à l'exception des deux dépassements sur les NO_x, en date des 4 mai et 20 juillet. Les mesures ont été réalisées sur 3 essais respectivement d'une heure et de deux heures. L'exploitant déclare toutefois être conforme sur la moyenne journalière sur ces deux journées. La consultation, le jour de l'inspection, des valeurs semi-horaires sur ces deux journées, au plus proche des créneaux horaires correspondant aux essais de l'organisme agréé, montre en effet une valeur mesurée proche de la valeur limite d'émission. La différence entre les valeurs obtenues par l'organisme agréé et l'exploitant provient de celle des appareils de mesure, ayant une incertitude propre.</p> <p>A noter que le rapport de contrôle d'un autre organisme agréé, dans le cadre d'un contrôle dit inopiné, fin d'année 2022, montre le respect de l'ensemble des valeurs limite réglementaires des rejets du four.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions en flux
Prescription contrôlée : Les flux [...] en moyenne journalière doivent respecter les valeurs limites suivantes (en kg/j) : Poussières : 144 Chlorure d'hydrogène : 72 Fluorure d'hydrogène : 7,2 Oxydes d'azote : 3624 Dioxyde de soufre : 362 COT : 217 Ammoniac : 217 Cd + Tl : 0,36 Hg : 0,36 Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V : 3,6 dioxines et furannes : 0,36 mg/j Benzène : 14,4
Constats : La consultation des bilans trimestriels d'autosurveillance (T3 et T4 de 2022, janvier jusqu'à mi-février 2023) montre le respect global des valeurs limite en flux. Quelques dépassements sont relevés, conséquences de pannes mécaniques et d'intervention pour réparation, de maintenance ou d'étalonnage équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en flux de benzène
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions de benzène est limité à 3 tonnes [...]
Constats : La consultation de la déclaration annuelle 2022 des émissions de polluants montre le respect de ce flux limite (89,671 kg/an).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentration de poussières (autres conduits)
Prescription contrôlée : [...] Les valeurs limites en poussières des émissions gazeuses sont fixées comme il suit : pour le refroidisseur à clinker [...] : 20 mg/Nm3
Constats : La consultation des rapports de mesure par organisme agréé en 2022 montre la conformité des mesures réalisées au niveau du refroidisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du rapport
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant adresse à l'inspection le bilan annuel de l'année N pour le 31 mars de l'année N+1 [...]
Constats : Le bilan d'activité 2022 a été transmis dans le délai réglementaire. Sur le volet Air, le bilan contient l'ensemble des éléments réglementairement imposés. Dans son bilan d'activité, sur les mesures réalisées par organismes extérieurs agréés, l'exploitant effectue une comparaison des valeurs obtenues avec les valeurs de son autosurveillance. La comparaison est toutefois à nuancer, car l'exploitant ne tient pas compte des incertitudes de mesure propres aux appareils de mesure de l'organisme agréé (incertitudes chiffrées dans les rapports de mesure) : il réalise la comparaison en soustrayant ses propres incertitudes aux valeurs obtenues par l'organisme agréé. La conformité des rejets n'est toutefois pas remise en question sur les journées des 4 mai et 20 juillet derniers (Cf point de contrôle en question ci-dessus). Les remarques faites lors de l'inspection du 28 avril 2022 (estimation du flux de poussières diffuses, travaux pour réduire les émissions diffuses de poussières et le bruit, bilan des plaintes et modalités de prise en compte) n'ont pas été intégrées dans ce bilan d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article+ 9.7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit vérifier l'installation correcte et le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques en référence à la norme NF EN 14181 relative à l'émission des sources fixes et à l'assurance qualité des systèmes automatiques de mesure [...] NB : Conformément à la norme NF EN 14181, les équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques doivent être certifiés selon la procédure d'assurance qualité QAL1. Conformément à la norme NF EN 14181, la procédure d'assurance qualité QAL2 doit également être mise en œuvre après toute modification majeure du fonctionnement de l'installation ou des appareils de mesure en continu ou en semi-continu des polluants atmosphériques.
Constats : Le respect de cette prescription a été contrôlé pour le conduit du four. Au niveau de la cheminée du four, 5 baies d'analyse permettent de mesurer en continu les paramètres faisant l'objet d'une mesure en continu. Un opacimètre permet de mesurer en continu les poussières. L'exploitant déclare mettre en œuvre les procédures QAL1, QAL2 et QAL3 pour ses appareils de mesure en continu, suivant la norme NF EN 14181 (assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage). La consultation des certificats QAL1 (certification de l'appareil de mesure) des appareils de mesure en continu n'amène pas d'observation particulière. Les numéros de série de ces appareils ont été contrôlés sur le terrain (OPSIS, DURAG, SICK Dusthunter, THERMO FID), lorsque cela était possible. En salle de contrôle, l'intégration des coefficients des droites d'étalonnage des rapports QAL2 a pu être vérifiée. Une erreur de reporting a ainsi pu être identifiée. Il est conseillé à l'exploitant de redoubler de vigilance pour s'assurer du bon reporting des coefficients des droites d'étalonnage issues des rapports QAL2 de ses baies d'analyse. Cette erreur est à rectifier dans les meilleurs délais. Par ailleurs, les derniers rapports QAL2 (2020 et 2022) sur les appareils de mesure en continu mentionnent, sur le volet documentation et enregistrement, le même point qualifié de non satisfaisant : les capteurs utilisés pour mesurer la température et la pression dans le conduit ne sont pas étalonnés à l'aide d'instruments de référence raccordés aux étalons nationaux. Au jour de l'inspection, il n'y a pas eu d'action corrective de l'exploitant sur ce point. Un justificatif est attendu sur ces deux points. Pour la réalisation du QAL3 (vérification de la dérive des appareils), l'inspection de la bouteille de gaz étalon sur site pour la mesure des COV n'a pas révélé une date échue de fin de validité. Par ailleurs, des échanges avec l'exploitant ont concerné une baie d'analyse redondante, qui ne couvre pas actuellement l'ensemble des polluants à mesure réglementairement en continu. L'exploitant déclare être en phase de réflexion sur ce sujet et en cours de transfert d'équipement depuis un autre site, puisqu'il souhaite disposer d'une solution de secours. Un rappel sur le suivi qualitatif de ces équipements de secours (QAL1, QAL2 et QAL3) a été utilement dispensé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : [...] Les résultats des analyses imposées [...] sont communiqués à l'inspection des installations classées [...] selon une fréquence trimestrielle en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion et les mesures en continu et semi-continu [...] accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées [...]
Constats : La fréquence de transmission des résultats de mesure est respectée. L'exploitant accompagne cette transmission de commentaires sur les causes des dépassements constatés le cas échéant et sur les éventuelles actions correctives mises en oeuvre. Il apparaît utile de doubler la transmission papier avec une transmission dématérialisée dans la mesure du possible.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de la biomasse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination de la fraction issue de la biomasse et de la fraction fossile</p> <p>1. Pour les combustibles ou matières mixtes, l'exploitant peut soit considérer que la part de la biomasse est nulle et appliquer une fraction fossile par défaut de 100 %, soit déterminer une fraction issue de la biomasse conformément au paragraphe 2, en appliquant les niveaux définis à la section 2.4 de l'annexe II.</p> <p>2. Lorsque, en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, il détermine cette fraction issue de la biomasse conformément à une norme pertinente et aux méthodes d'analyse qu'elle prescrit, cette norme et ces méthodes d'analyse devant être approuvées par l'autorité compétente. Lorsque, en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, mais que l'application du premier alinéa n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs, l'exploitant soumet à l'approbation de l'autorité compétente une méthode alternative pour déterminer la fraction issue de la biomasse. Pour les combustibles ou les matières issus d'un procédé de production dont les flux entrants sont connus et traçables, l'exploitant peut fonder cette estimation sur un bilan massique du carbone d'origine fossile et du carbone issu de la biomasse à l'entrée et à la sortie du procédé.</p>
<p>Constats : L'exploitant fait réaliser des analyses sur les combustibles pour déterminer leur fraction biomasse. Selon le plan de surveillance des émissions du site, ces analyses sont annuelles pour les combustibles suivants : CLS et sciures imprégnées. Ces analyses sont trimestrielles pour les fluffs CSR</p> <p>Le contrôle a consisté à vérifier la teneur en biomasse déclarée en 2022 pour ces combustibles au regard des analyses réalisées en 2022.</p> <p>Par sondage sur l'année 2022, les fréquences d'analyse du plan de surveillance des émissions de CO2 sont respectées. L'exploitant réalise d'ailleurs des analyses à une fréquence mensuelle s'il est livré en combustible.</p> <p>Le plan de surveillance peut utilement être modifié sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Quotas CO2

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 43.4
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des émissions
Prescription contrôlée : Le cas échéant, l'exploitant détermine séparément toute quantité de CO2 issu de la biomasse et déduit cette quantité des émissions totales mesurées de CO2 [...]
Constats : La consultation de la procédure de prélèvement et analyse des combustibles de substitution précise une fréquence en fonction du type de combustible, sans préciser si cette fréquence concerne le prélèvement ou l'analyse. Après échanges avec l'exploitant, il s'avère que ce dernier constitue des lots de plusieurs prélèvements avant analyse. La procédure ne mentionne rien sur cet aspect. La consultation des bilans annuels d'analyse des combustibles montre que la fraction biomasse retenue des combustibles est in fine pondérée au tonnage de combustible livré par mois (valable pour les trois combustibles en question). La procédure doit ainsi être mise à jour pour clarifier la stratégie de prélèvement et d'analyse, permettant de confirmer la valeur mensuelle retenue pour la fraction biomasse des combustibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites